Le Conseil,

Vu le rapport du 28 octobre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La libéralisation des télécommunications, totalement effective au 1er janvier 1998, ainsi que l'arrivée d'offres de services de nouveaux opérateurs imposent aux collectivités publiques d'effectuer une mise en concurrence pour la fourniture de services de télécommunications.

Cette mise en concurrence doit porter sur l'ensemble des services fournis jusqu'à ce jour par France Télécom en tant qu'opérateur public.

Pour mettre en oeuvre la concurrence, une consultation pourrait être lancée par voie d'appel d'offres restreint européen sur performances, conformément aux articles 295, 298 bis à 300 bis, 303 et 378 à 399 du code des marchés publics.

Cette procédure permettrait à la Communauté urbaine d'exprimer ses besoins en termes de volume et de performance et de pouvoir prendre en compte les différentes solutions préconisées par les différents opérateurs de télécommunications.

La prestation pourrait faire d'objet d'un découpage en lots pour chacun desquels un marché serait passé :

lot n°1 : communications locales et fourniture d'un service de téléphonie fixe de base,

- raccordements au réseau de tous les sites communautaires et acheminement de tous les appels entrants,
- services de téléphonie fixe complets pour les lignes isolées,
- services de téléphonie fixe locale, télétel et numéros spéciaux, pour les sites équipés d'autocommutateur,

lot n° 2 : services de télécommunication vocale longue distance à partir des sites équipés d'autocommutateurs,

lot n° 3 : services de télécommunication vocale à destination des mobiles à partir des sites équipés d'autocommutateurs,

lot n° 4 : services de liaisons de transmissions permanentes.

Les marchés issus de cette consultation pourraient prendre la forme de marchés à prix unitaires. Leur durée serait de 18 mois à compter de leur notification.

La phase initiale des candidatures permettrait de retenir au maximum quatre opérateurs par lot, admis à présenter une offre et qui seraient soumis à auditions.

Conformément à l'article 303 du code des marchés publics, les personnes désignées ci-après pourraient constituer le tiers des personnalités compétentes requis dans la commission d'appel d'offres :

- le vice-président chargé de l'administration, de la logistique et des affaires juridiques ou son représentant, élu communautaire,
- le responsable du service informatique de la direction des systèmes d'information et de télécommunications ou son représentant,
- le responsable de l'unité maintenance administration réseaux et systèmes du service informatique de la direction des systèmes d'information et de télécommunications ou son représentant.

L'ensemble de ces services représente une dépense annuelle qui s'élève à 7000 000 F TTC environ.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 28 septembre 1998 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 295, 298 bis à 300 bis, 303 et 378 à 399 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions domaine et administration générale et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le présent dossier de consultation des entrepreneurs, lequel sera rendu définitif.

2° - Autorise monsieur le président à signer les marchés ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite des crédits budgétaires affectés à ces prestations.

3° - Décide que :

a) - ces prestations seront traitées par voie d'appel d'offres restreint européen sur performances, conformément aux dispositions des articles 295, 298 bis à 300 bis, 303 et 378 à 399 du code des marchés publics,

b) - les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-052 en date du 25 septembre 1995.

4° - Les dépenses afférentes aux différents lots seront prélevées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de la Communauté urbaine - exercices 1999 et suivants - compte 626 200 - fonction 022.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,